

Le commerce informel inonde à nouveau les grandes artères

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4973 - Lundi 6 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Opération de l'ANP

Deux terroristes abattus à Tipasa

Page 24

Au moins vingt-huit morts dans un raid contre une école militaire à Tripoli

La crise s'aggrave en Libye

Page 2

La guerre n'est peut-être pas ce qu'il y a de pire pour l'Iran

Par Mohamed Habili

S'il devait y avoir la guerre entre l'Iran et les Etats-Unis, ce serait peut-être à leur corps défendant à tous deux, mais tout de même ce serait dans la logique de la politique de «pression extrême» menée par les Etats-Unis depuis leur retrait, il y a de cela quelques mois, de l'accord de Vienne relatif au programme nucléaire iranien. On ne peut en effet vouloir isoler économiquement un pays et s'attendre à ce qu'il ne vous attaque d'aucune façon. En l'occurrence, la véritable déclaration de guerre ce sont les Américains qui l'ont faite, et cela en prenant des sanctions économiques dont leur président en personne avait dit qu'elles étaient les plus sévères jamais imposées à un pays. Depuis d'ailleurs les Iraniens n'ont cessé de dire que la situation qui leur était ainsi faite était pire que la guerre. Probablement que s'ils avaient à choisir entre celle-ci et rester pour longtemps encore sous le coup des interdictions américaines, ils feraient le choix de la guerre, quitte à la perdre, ce qui en l'espèce semble une évidence. Contrairement à Donald Trump, qui lui risque le pire, c'est-à-dire de ne pas être réélu en novembre prochain, dans le cas d'un embrasement au Moyen-Orient, les Iraniens pourraient voir dans cette guerre le moyen de se libérer de la chape des sanctions américaines. Si celle-ci éclatait en effet, et qu'elle s'étende à toute la région, le blocus américain n'aurait plus beaucoup de sens.

Suite en page 3

Directives du Président de la République lors de son premier Conseil des ministres

Tebboune : «Reconsidérer le système de gouvernance et moraliser la vie politique»



C'est un premier Conseil des ministres, avec le gouvernement Djerad nommé en fin de semaine, très attendu par les citoyens qu'a eu à présider hier Abdelmadjid Tebboune. Lors de cette importante réunion, il a donné des directives claires aux ministres et prononcé une allocution d'orientation au contenu éminemment politique, fortement inspirée de l'esprit de son programme. [Lire page 2](#)

Tizi Ouzou/Le tarif est fixé à 30 DA

Le premier tronçon du téléphérique lancé à l'occasion de Yennayer

Page 24

Un film documentaire réunit le chaâbi et l'andalou

Une rencontre entre Beihdja Rahal et Cheikh El Hasnaoui présentée au public

Page 13

Directives du Président de la République lors de son Premier Conseil des ministres

Tebboune : «Reconsidérer le système de gouvernance et moraliser la vie politique»

■ C'est un premier Conseil des ministres, avec le gouvernement Djerad nommé en fin de semaine, très attendu par les citoyens qu'a eu à présider hier Abdelmadjid Tebboune. Lors de cette importante réunion, il a donné des directives claires aux ministres et prononcé une allocution d'orientation au contenu éminemment politique, fortement inspirée de l'esprit de son programme.

Par Nassim S.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'édification de l'Algérie à laquelle aspirent les citoyens «implique la reconsidération du système de gouvernance à travers un profond amendement de la Constitution». «L'édification de

Partis
Le FLN salue l'appel du Président de la République au dialogue

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a salué, dimanche, l'appel au dialogue national lancé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune en direction de toutes les franges de la société, et a valorisé les différentes mesures d'apaisement prises à l'effet de rétablir la confiance et la quiétude entre les Algériens. Le parti du FLN «salue l'appel du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune au lancement d'un dialogue national, sans exclusive, ni marginalisation, et avec la participation de toutes les franges de la société», a indiqué le parti dans un communiqué publié à l'issue de la réunion de son Bureau politique, sous la présidence du SG par intérim, Ali Seddiki. Après avoir félicité les membres du nouveau Gouvernement qui ont su gagner la confiance du Président de la République, en tête desquels, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le Bureau politique du FLN a loué les différentes «mesures d'apaisement» prises, qui doivent se poursuivre pour garantir un climat propice où règne la stabilité et marqué par le rétablissement de la confiance et de la quiétude entre les Algériens». A cette occasion, le parti du FLN a rappelé les efforts consentis par l'Armée nationale populaire (ANP) et l'ensemble des corps de sécurité lors de l'accomplissement «avec compétence de leurs missions constitutionnelles». En outre, le parti a également salué «la position constante de l'Etat algérien vis-à-vis de la crise en Libye et au Mali, notamment son rejet de toutes formes d'ingérence étrangère dans les affaires internes des pays».



l'Algérie à laquelle aspirent les citoyens et citoyennes implique la reconsidération du système de gouvernance à travers un profond amendement de la Constitution, pierre angulaire de l'édification de la nouvelle République, ainsi que certains textes de loi importants, à l'instar de la loi organique relative au régime électoral», a indiqué le Président de la République lors de la réunion du Conseil des

ministres, tenue sous sa présidence. A ce propos, le chef de l'Etat a mis en avant l'importance de «la moralisation de la vie politique à travers la consécration de la séparation de l'argent et de la politique outre la lutte contre la médiocrité dans la gestion», soulignant que «la nouvelle République doit focaliser sur l'instauration de l'Etat de droit qui garantit l'indépendance de la justice et la promotion de la véri-

table démocratie participative, favorisant l'épanouissement social et politique». Par ailleurs, le Président Tebboune a instruit les membres du Gouvernement d'être à l'écoute «des préoccupations et besoins des citoyens en adoptant le dialogue et la concertation, et de veiller scrupuleusement à demeurer au service de l'Etat et du peuple». Ceci ne saurait être atteint qu'en faisant montre «du comporte-

ment exemplaire requis et de la profonde foi en le devoir de préservation du denier public, la lutte contre les comportements bureaucratiques et le respect des engagements de l'Etat», a soutenu le chef de l'Etat, précisant qu'il s'agit de «redresser la situation générale du pays à travers le rétablissement de l'autorité de l'Etat et le recouvrement de la confiance des citoyens».

N. S./APS

Au moins vingt-huit morts dans un raid contre une école militaire à Tripoli

La crise s'aggrave en Libye

Au moins vingt-huit personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans un raid aérien samedi contre une école militaire à Tripoli, a indiqué un porte-parole du ministère de la santé du Gouvernement d'union nationale (GNA). «Un raid aérien contre l'école militaire de Tripoli a tué 28 cadets et blessé des dizaines d'autres», a déclaré Amin Al-Hachemi. Cette école militaire se trouve à Al-Hadba Al-Khadra, un quartier résidentiel de la capitale libyenne sous contrôle du GNA. Au moment de la frappe, les cadets effectuaient leur dernier rassemblement de la journée dans la cour principale avant de regagner leurs dortoirs, a précisé le porte-parole. Le ministère de la santé du GNA a par ailleurs appelé à des dons de sang, invitant les donateurs à se rendre dans les hôpitaux et à la banque du sang. La banlieue sud de Tripoli est le théâtre de violents combats depuis le 4 avril, début de l'offensive du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, pour s'empa-

rer de la capitale libyenne, siège du GNA reconnu par l'ONU. Les forces du GNA ont accusé sur leur page Facebook les forces pro-Haftar d'avoir mené cette frappe, publiant des photos des blessés et des victimes. Les forces pro-Haftar n'ont en revanche pas revendiqué jusqu'à présent la frappe.

Le GNA condamne et appelle l'ONU à une «réunion urgente»

Le Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, dirigé par Fayeze el-Serradi, a condamné hier «dans les termes les plus fermes» le raid aérien mené la veille contre l'école militaire à Tripoli et appelé l'ONU à agir pour faire cesser «ces crimes» et à tenir «une réunion urgente» de son Conseil de sécurité. Dans un communiqué, le GNA, reconnu par les Nations unies, «a condamné dans les termes les plus fermes l'attaque qui a visé samedi l'école militaire située à al-Hadba al-

Khadra», un quartier résidentiel de la capitale libyenne sous contrôle du GNA. Le GNA, qui accuse les troupes de Khalifa Haftar d'être derrière ce raid qui a tué 30 cadets et blessé des dizaines d'autres, selon un bilan officiel, a annoncé dans son communiqué «un deuil de trois jours à la mémoire des victimes» et appelé la communauté internationale à «intervenir pour faire cesser les violations et les crimes» commis depuis dix mois dans la capitale libyenne, théâtre depuis le mois d'avril d'une offensive des troupes loyales à Haftar. L'attaque aérienne de samedi s'inscrit, selon le Gouvernement d'union nationale libyen, dans le cadre d'«une série d'agressions ayant ciblé les aéroports civils de Mitiga et de Misrata ainsi que des sièges gouvernementaux, des écoles, des hôpitaux et des quartiers d'habitation faisant des centaines de morts parmi les civils et provoquant le déplacement de dizaines de milliers de familles».

ONU : l'escalade militaire «menace» la solution politique

Pour sa part, la mission de l'ONU en Libye (Manul) a, elle aussi, condamné le raid aérien qui a visé l'école militaire à Tripoli, dans un communiqué publié hier.

«L'escalade militaire dangereuse complique davantage la situation en Libye et menace les chances du retour à la solution politique», a averti la Manul dans son communiqué. «Les bombardements disproportionnés qui visent, sans cesse, les civils et les infrastructures civiles comme les hôpitaux et les écoles... peuvent être considérés comme des crimes de guerre et les criminels seront sans doute punis», a souligné la Manul. La Manul a, maintes fois, demandé à ce que les secteurs civils soient épargnés par les frappes qui «pourraient constituer des crimes de guerre».

Meriem Benchaouia

Devant la baisse de garde des autorités

Le commerce informel inonde à nouveau les grandes artères

■ *Devant la baisse de garde des autorités concernées, l'absence d'un climat propice à un commerce formel, l'augmentation du niveau de «chômage» et «l'absence d'espaces commerciaux aménagés» ou même conséquence conjoncturelle, le commerce informel a repris de plus belle à Alger et dans plusieurs villes du pays.*



Par Thinherine Khouchi

Bravant toutes les mesures décrétées au cours des dernières années pour éradiquer ce phénomène et débarrasser l'économie nationale et, dans certains cas, la santé publique de sa nuisance, les commerçants informels s'étalent à Alger et n'épargnent aucune ruelle. En effet, alignés les uns après les autres, tout le long des différentes rues de la capitale, les commerçants informels vendent des fruits et légumes, chaussures pour hommes, femmes, enfants, accessoires de téléphonie (kit main libre, anti-choc...), effets vestimentaires et pain ordinaire ou traditionnel (galettes, msemen...). Des produits laitiers sont aussi proposés à la vente. Ces derniers jours on trouve

même des petits appareils électroménagers, tels que des mixeurs électriques, bouilloires électriques... Pour constater l'ampleur de l'avancée de ce phénomène, il suffit de faire un tour à Alger. En effet, à l'entame de la rue Mohamed-Belouizdad, des étals de fortune exposent, au nez et à la barbe des autorités, tous types de marchandises. A Belcourt, Bab-El-Oued, Bachdjerrah ou encore El Harrach, on observe les mêmes scènes. A quelques encablures de la rue Hassiba-Ben Bouali, des marchands informels étalent aussi leurs produits, dès les premières heures de la matinée, à proximité de l'hôpital Mustapha Pacha. Pas loin du marché Clauzel, des jeunes proposent des produits cosmétiques, des parfums, des fromages posés à même le sol, sans le respect de

la chaîne du froid. Ils proposent aussi des ustensiles, des vêtements... Mais si ce phénomène est largement décrié par les commerçants «formels», détenteurs de registre du commerce et payeurs assidus d'impôts, en étant les premiers à en faire les frais et même par les autorités, reste qu'il fait le bonheur des acheteurs qui sont souvent tentés par les prix bas. «Il y a des choses que je préfère acheter auprès de commerçants informels, car ils pratiquent des prix plus raisonnables et largement plus abordables», nous confie plusieurs citoyens habitué des lieux. En outre, cette pratique dérange certains habitants des quartiers inondés par les commerçants illicites, nous confirme Tarek, père de famille habitant à Meissonnier. «Je n'arrive pas à marcher tranquillement sans me

faire bousculer. Je ne trouve pas où garer ma voiture, les trottoirs sont occupés par les vendeurs ainsi que la route. Il est devenu impossible de vivre dans ce quartier et ce qui me dérange le plus, ce n'est pas le bruit que je dois endurer chaque jour, mais la saleté que laissent ces vendeurs à la fin de journée». En ce qui concerne le contrôle des policiers, les commerçants détenteurs de registre du commerce au marché Meissonnier assurent qu'ils passent souvent et chassent les vendeurs, mais dès qu'ils s'éloignent ces derniers reviennent et reprennent leurs activités comme si rien n'était et parce qu'ils ne les sanctionnent pas et ne leur collent pas des amendes». En d'autres termes, c'est l'impunité qui encourage le commerce informel à revenir en force. T. K.

Concours du quartier et village les plus propres 14 villages sélectionnés à Béjaïa

Les sorties d'évaluation concernant les concours des villages et quartiers les plus propres ont donné lieu à la sélection de 14 villages et quartiers parmi les 123 dossiers déposés (109 villages, 9 cités et 5 quartiers, issus de 41 communes sur les 52 que compte la wilaya) pour la participation. Pour rappel, la commission santé et environnement de l'APW, composée d'élus, de représentants des administrations concernées, comme les directions de l'environnement, de la culture et du tourisme, a récemment entamé l'évaluation de la propreté et les performances des quartiers et villages engagés dans cette compétition

qui vise plusieurs objectifs dont la préservation de la nature, la valorisation du bénévolat et la réactivation du volontariat, la réhabilitation des traditions ancestrales de volontariat d'entraide qui ont toujours fait honneur à la Kabylie. C'est ainsi que des villages et quartiers considérés comme les plus propres ont été choisis au niveau des communes de Chellata, daïra d'Akbou (villages M'liha, Aït Sidi Amar, Aït Anane, Elma), commune d'Aokas (villages Mesbah, Aït Aïssa, Boutaâla), municipalité de Tichy (village Tahelkates, Cité Bensaïd et Baccaro), commune de Boukhélfia (Lahoule, Tizi Ouguelmine) Souk El-Tennine Thafath et enfin la commune de

Melbou, le quartier chef-lieu. Cette première sélection devrait sans doute être suivie d'une sélection finale avec le classement des villages afin de faire ressortir les plus méritants. Selon le règlement du concours, cinq villages seront sélectionnés et seront gratifiés par des prix allant de 1 million à 5 millions de dinars. Quant au quartier le plus propre, il bénéficiera d'une somme de 2 millions de dinars. Une somme de 26 millions de dinars avait été votée à cet effet dans le cadre du BP. D'autres récompenses seront de nature à motiver et inciter les associations et les comités de village à s'inscrire dans la dynamique de la sauvegarde de l'environnement.

L'évaluation de la commission a porté sur la propreté des voies publiques, la gestion des déchets, les places publiques, les fontaines, abreuvoirs et sources, lieux de culture, culte et monuments, les cimetières, les règlements intérieurs des villages ainsi que les espaces verts et de détente. Pour rappel, cette édition est dédiée au défunt chanteur et compositeur, enfant de la ville, Djamel Allam. Et pour aider les associations et comités des quartiers dans leur travail d'embellissement et de nettoyage des espaces et ruelles, l'APW leur a octroyé récemment des bacs à ordures.

Hocine Cherfa

LA QUESTION DU JOUR

La guerre n'est peut-être pas ce qu'il y a de pire pour l'Iran

Suite de la page une

Avant cette guerre, seul le pétrole iranien n'était pas exportable, ou alors en petite quantité par rapport aux capacités de production de l'Iran. Avec la guerre, c'est tout le pétrole de la région qui serait frappé de la même sanction, ce qui ne manquerait pas de porter le prix du baril à des sommets. Dans le contexte actuel de crise économique mondiale, un tel renchérissement de l'énergie aurait des effets dévastateurs. Ce n'est pas tout. Pour les Etats-Unis remporter cette guerre, c'est réduire à néant les capacités militaires de l'Iran. Pour l'Iran au contraire, la gagner, c'est parvenir à la transformer en conflit régional dans un premier temps, mondial dans un deuxième. Lui n'a pas besoin pour en sortir vainqueur d'avoir la supériorité militaire, à l'inverse des Etats-Unis. La principale raison qui a fait que les Etats-Unis ont jusque-là évité d'entrer dans une guerre avec lui, c'est qu'ils ne voyaient pas comment faire pour que les hostilités restent circonscrites à ce pays, pour que le feu ne prenne pas dans toute la région. Et encore, cette difficulté ne prenait pas en compte le fait que l'Iran puisse se trouver de puissants alliés, de la taille de la Russie et de la Chine par exemple. Une invasion du genre de celle de 2003 n'est pas possible en Iran, car contrairement à l'Irak de l'époque, lui n'est pas isolé dans son environnement. Outre que ni la Russie ni la Chine, deux des trois grandes puissances actuelles, avec les Etats-Unis, n'ont encore clairement fait savoir que dans tous les cas de figure elles ne s'en mêleraient pas, quelles se contenteraient d'observer la partie et de compter les coups. Elles ont laissé faire les Etats-Unis en 2003. Elles ont également laissé faire l'Otan en 2011 contre la Libye de Kadhafi. Depuis, elles ont eu bien des fois l'occasion de montrer qu'elles ne laisseraient plus faire à l'avenir. Autrement, il y a longtemps que la Syrie de Bachar el-Assad aurait connu le même sort que la Libye de Kadhafi.

M. H.

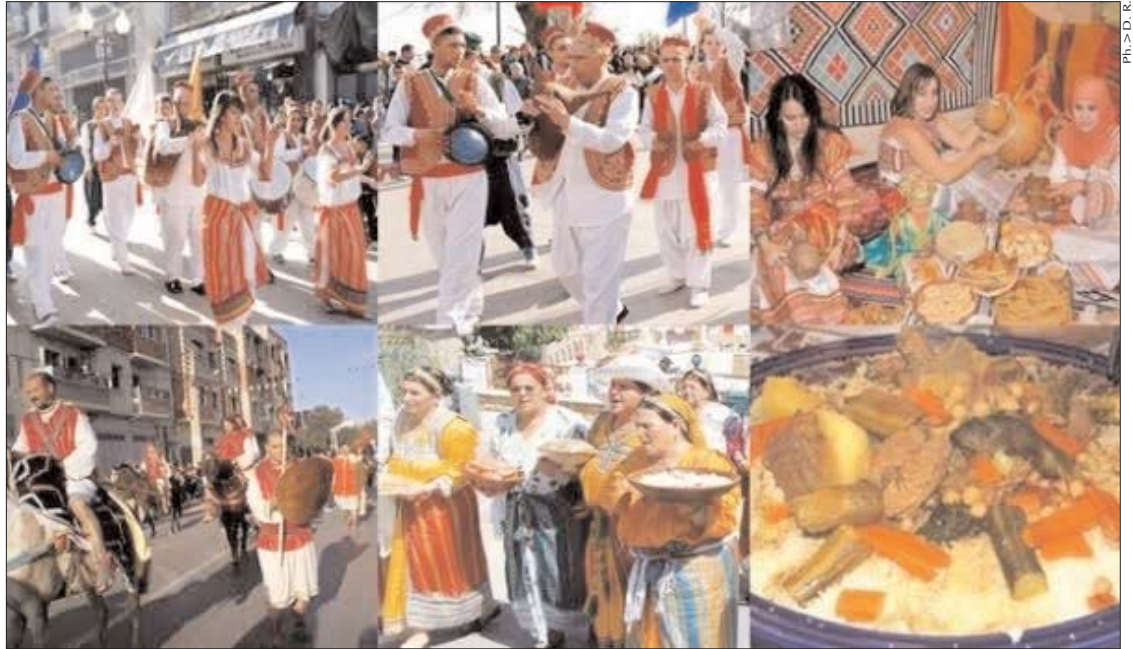
Tizi-Ouzou

Top départ pour la célébration de Yennayer

■ La célébration du nouvel An amazigh, Yennayer 2970, a débuté hier à Tizi-Ouzou, avec le lancement d'un riche programme à travers les différents établissements culturels de la wilaya, a-t-on appris hier de la direction locale de la culture

Par Younès F.

Selon le programme concocté par cette institution en collaboration avec le Festival des arts et cultures populaires, les collectivités locales et le mouvement associatif, des conférences-débats sur le thème de Yennayer, une exposition sur le patrimoine matériel et immatériel en relation avec la célébration de cette fête populaire, des ateliers pédagogiques, des projections de films et des pièces théâtrales sont au menu de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 14 de ce mois de janvier. Cette célébration sera l'occasion de revenir sur la symbolique et la célébration de cette fête institutionnalisée en 2018 fête nationale chômée et payée, rappelle-t-on. L'ouverture officielle de cette célébration placée sous le thème «Yennayer : subsistance patrimoniale et consolidation identitaire» aura lieu mardi (7 janvier) à la maison de la culture Mouloud-Mammeri par une animation de la troupe folklorique El Aissaoua de Tipaza. Le même jour aura lieu le lancement du marché et des



Ph. > D. R.

expositions autour de Yennayer. Des objets de l'artisanat traditionnel (tapisserie, poterie, vanerie, costumes traditionnels, bijoux, forge, objets traditionnels), l'art culinaire traditionnel, des produits agricoles du terroir local (huile d'olive, miel, figes sèches, légumes secs, plantes médicinales) et des livres y seront exposés. Ces deux activités seront animées par des organisations de la société civile, les

musées des arts et traditions populaires d'Alger et le Bardo d'Alger et les directions de la culture des wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, El Bayadh, Ghardaïa, Batna et Bordj Bou Arréridj ainsi que d'autres institutions (HCA, CNRPAH, Crasc d'Oran) et des maisons d'édition. Côté cinéma, les cinéphiles pourront découvrir ou revoir, à la cinémathèque, les films «Cheikh El Hasnaoui, de la Maison Blanche à l'Océan Bleu»,

de Abderazak Larbi Cherif, «Celui qui brûle – win i reqqen» de Slimane Bounia, «Isegmi n tayri» de Lounès Medjnah, «Juba II» de Mokrane Ait Saada, entre autres. Par ailleurs, le théâtre régional Kateb-Yacine, où sera lancé officiellement le 8 janvier, le concours national de la meilleure pièce théâtrale pour adultes en langue amazighe produite par les associations et les coopératives culturelles et théâtrales

pour l'année 2019, abritera une exposition de décors et costumes de pièces théâtrales. Le 12 janvier la maison de la culture Mouloud-Mammeri abritera dans la matinée une démonstration de préparation d'Imensi n Yennayer (repas pour l'accueil du nouvel An amazigh) et un spectacle artistique dans l'après-midi.

Y. F./APS

Ouargla

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue dont une femme

UN RÉSEAU spécialisé dans le trafic de drogue composé de cinq individus dont une femme, a été démantelé récemment par la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier auprès des services de ce corps de sécurité. L'opération a été menée suite à l'exploitation de renseignements faisant état d'un logement utilisé par des individus pour le trafic de drogue dans un quartier de la ville de Ouargla, a-t-on expliqué. La perquisition de ce logement sur autorisation du procureur de la République, a permis l'arrestation de cinq individus de ce réseau (21-31 ans), la saisie de plus de 10 kilogrammes de drogue (Kif traité), une arme à feu de type kalachnikov, et une somme de plus de 1,3 million dinars, a indiqué le chef de la brigade de la police judiciaire de la 7^e sûreté urbaine, le lieutenant Fersaoui Djamel Eddine. Il s'agit également de la récupération d'un chargeur, de munitions et outils pour couper la drogue, selon la même source. Les mis en cause seront présentés devant les instances judiciaires dès le parachèvement des procédures nécessaires, a-t-on fait savoir.

M. O.

Pour les citoyens d'Ali-Mendjeli

Le tramway de Constantine, «partenaire social» par excellence

L'avènement du tramway en 2019 dans la circonscription administrative Ali-Mendjeli, à la faveur de l'extension de la ligne du tramway de Constantine, a été vite plébiscité par les habitants de cette ville, constituant incontestablement un événement majeur et un «partenaire social» par excellence d'une population extrêmement dense, longtemps sevrée en matière de transport. Moyen de transport compétitif et majeur, répondant à une préoccupation fondamentale des locataires de Ali-Mendjeli, le tramway, reliant la cité Zouaghi-Slimane à l'entrée de l'agglomération Ali-Mendjeli, sur une longueur de plus de 6 km, a participé grandement à la requalification urbaine et sociale de cette ville à travers le renouvellement du décor général mais aussi des prestations offertes en matière de transport, estiment unanimement des urbanistes, des sociologues et des citoyens. L'extension du tramway à la circonscription administrative Ali-Mendjeli s'inscrit, en effet, dans le cadre d'une vision futuriste du développement urbain durable de cette agglomération de plus de 400 000 âmes, sans compter les nouveaux locataires devant la rejoindre au fur et à mesure de la réception des logements en cours de réalisation et les milliers d'étudiants des universités que dessert le tramway, a souligné le directeur des transports, Farid Khelifi. En plus de son effet direct sur l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens et l'organisation de la circulation, de et vers cette agglomération, le tramway a refaçonné le look de Ali-Mendjeli en faisant émerger une

nouvelle armature de renouvellement urbain visible à l'entrée de cette ville où s'arrête le tracé de la première tranche de l'extension, a estimé Yacine Djebouri, architecte et urbaniste à l'université de Constantine. Ce mode de transport qui pointe son nez à Ali-Mendjeli, en attendant la réception de la deuxième tranche, doit être conçu comme un véritable outil d'action urbaine permettant de réussir le pari de donner forme à un rêve que caressaient les Constantinois, celui d'ériger un véritable pôle urbain qui ne soit pas considéré comme une simple extension de la ville de Constantine, a souligné le même spécialiste en urbanisme.

Nouvelle ligne de tramway, nouvelles offres de services

L'extension du tramway constitue une nouvelle offre qui a induit des changements de comportement en matière de mobilité, a souligné Farouk B., un usager «permanent» du tramway qui se dit «pleinement satisfait» de ce moyen de transport moderne qui lui a permis de rompre, selon lui, avec les retards au travail et les reproches à cause d'un transport déficient entre Ali-Mendjeli, où il habite depuis 7 ans, et le centre-ville de Constantine, où il travaille. La réception de la 2^e tranche de la ligne d'extension du tramway jusqu'à l'université Abdelhamid-Mehri (université Constantine2) est aujourd'hui très attendue par la population de cette ville qui s'est habituée au confort de ce moyen de transport utilisé actuellement par 40 000 usa-

gers par jour, selon les statistiques communiquées par les responsables locaux de l'entreprise du Métro d'Alger (EMA). Affirmant que les travaux de réalisation de la 2^e tranche de l'extension du tramway depuis l'entrée de Ali-Mendjeli jusqu'à l'université Abdelhamid-Mehri avancent à un rythme «accélééré», atteignant les 80 % sur plusieurs segments, la même source a estimé que ce projet, une fois finalisé, contribuera à l'émergence d'une ville durable avec l'accès aux aménités de la ville, d'autant que plusieurs nouvelles formes de paiement amélioré sont prévues pour les différentes catégories d'usagers, en plus de celles déjà existantes. Lancée en travaux fin 2016, pour un délai de 35 mois, l'extension du tramway de Constantine prend naissance à partir de l'actuelle station terminale du tramway à la cité Zouaghi Slimane jusqu'à l'université de Constantine 2, en passant par l'université Salah Boubnider (Constantine 3) et le boulevard central de Ali-Mendjeli, a-t-on rappelé. Le projet d'extension du tramway de Constantine, nécessitant un investissement public de 30 milliards de dinars, devrait avoir lieu d'ici à juin 2020, selon les prévisions arrêtées par les responsables du Métro d'Alger. Cette extension est scindée en deux tranches, la première reliant la station Zouaghi-Slimane à l'entrée de Ali-Mendjeli (sur plus de 6 km), et la seconde est en cours de réalisation entre l'entrée de la ville Ali-Mendjeli (boulevard de l'ALN) jusqu'à l'université Abdelhamid-Mehri, sur un linéaire d'environ 4 km.

Ilham N.

Energie

Le Koweït signe un accord pour importer du gaz du Qatar

■ *L'entreprise publique koweïtienne Kuwait Petroleum Corp a signé hier un contrat à long terme avec Qatar Petroleum pour l'achat de trois millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, a annoncé l'entreprise.*

Par Salem K.

Le Koweït, pays riche en pétrole mais dont la production de gaz reste faible, importe actuellement 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an de BP, Shell et Qatar Petroleum. «L'Etat du Koweït s'engage sur une voie ambitieuse de croissance économique, qui nécessite des sources d'énergie plus propres telles que le gaz naturel qui contribueront à réduire les



émissions (de CO2) et à améliorer la qualité de l'air», a déclaré le ministre koweïtien du pétrole, Khaled al-Fadel. L'accord signé

hier s'étend sur 15 ans à partir de 2022, lorsque le nouveau terminal de réception de GNL de 3 milliards de dollars au port d'Al-

Zour, au sud du Koweït, deviendra opérationnel, selon un communiqué publié par les deux parties. «Cet accord prolonge la relation de longue date du Qatar avec le Koweït en matière d'approvisionnement en GNL jusque dans les années 2030», a déclaré le ministre d'Etat du Qatar pour les affaires énergétiques, Saad al-Kaabi, après avoir signé l'accord. Le Koweït, un producteur clé de l'Opep qui pompe quelque 2,7 millions de barils de pétrole brut par jour, utilise les importations de gaz naturel pour la production d'électricité et l'industrie pétrochimique. Le Koweït entretient de bonnes relations avec le Qatar et joue un rôle de médiateur dans la crise diplomatique qui oppose depuis 2017 Doha à certains de ses voisins du Golfe, dont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

S. K.

USA

L'industrie manufacturière ralentit brutalement en décembre

L'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis s'est fortement contractée en décembre, à son plus bas niveau depuis juin 2009, selon l'indice de l'association professionnelle ISM. L'indice ISM manufacturier a perdu 0,9 point de pourcentage par rapport à novembre, pour atteindre 47,2% en décembre. Les analystes

espéraient en fait un rebond. En dessous de 50%, l'indice ISM marque une contraction. Cet indice, très suivi par les marchés, a commencé à passer dans le rouge en août, pour la première fois en trois ans, non seulement à cause des inquiétudes autour des tensions commerciales mais encore du ralentissement de la

croissance mondiale. «Le commerce mondial reste le problème principal mais il y a des signes avant-coureurs (laissant penser que plusieurs secteurs industriels vont voir une amélioration grâce à l'accord commercial partiel dit de phase 1 entre les Etats-Unis et la Chine», a souligné Timothy Fiore, qui préside le comité calculant

l'indice, dans un communiqué. Parmi les composantes de l'indice ISM publié vendredi, les nouvelles commandes sont à 46,8% contre 47,2% un mois plus tôt. Les exportations marquent un recul moins rapide que le mois précédent à 47,3% contre 47,9 en novembre. L'emploi continue de se contracter, abandonnant 1,5

point de pourcentage à 45,1%. La production a pour sa part chuté de 5,9 points à 43,2%. Sur les 18 branches manufacturières examinées en novembre, seules trois affirment être en croissance: alimentation, boissons et tabac, ordinateurs, éléments électroniques et produits manufacturés divers. Malek M./agences

Chine

L'industrie textile affiche une croissance stable

Le secteur textile de la Chine a enregistré un développement stable au cours des onze premiers mois de 2019, selon les données de la Commission nationale du développement et de la réforme. La production à valeur ajoutée des entreprises au-dessus de la taille désignée a augmenté de

2,5% sur un an, avec la production dans les sous-secteurs de la fibre, des textiles industriels et des vêtements respectivement en hausse de 11,8%, 7,1% et 1%, selon la commission. Les ventes au détail de vêtements et de tricots du pays se sont établies à 1 200 milliards de yuans (environ

172,4 milliards de dollars), en hausse de 3% en base annuelle. Les ventes de vêtements en ligne ont continué à croître à l'échelle nationale, avec un chiffre d'affaires en croissance annuelle de 16,5% et de nouveaux modes de vente tels que la diffusion vidéo en direct attirant les consommateurs,

selon les données. De janvier à novembre 2019, les exportations chinoises de textiles et de vêtements ont reculé de 2,6% en glissement annuel pour s'établir à 246,9 milliards de dollars, le rythme de baisse ayant ralenti de 0,1 point de pourcentage par rapport au mois précédent. Les entre-

prises textiles au-dessus de la taille désignée ont généré des revenus d'exploitation combinés de 4.030 milliards de yuans de janvier à octobre 2019, en hausse de 0,2% sur un an, tandis que le total des bénéfices a chuté de 8,7% en glissement annuel à 168,8 milliards de yuans. Yanis A

Allemagne

L'inflation remonte à 1,5 % en décembre

Le taux d'inflation en Allemagne est remonté à 1,5% sur un an en décembre, après plusieurs mois de décélération, selon des chiffres provisoires publiés par l'institut de statistique Destatis. Ce résultat qui amorce un inversement de tendance, après avoir vu le taux d'inflation passer de 1,7% en juillet à 1,1% en novembre, reste toutefois en deçà de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) d'une inflation «proche mais inférieure à 2%» dans la zone euro. La valeur est conforme aux attentes des analystes cités par le fournisseur de services financiers Factset. Cette hausse s'explique largement par le ralentissement de la chute des prix dans l'énergie, qui atteint -0,1% en décembre, après des

mois de septembre (-1,1%), d'octobre (-2,1%) et de novembre (-3,7%) en forte baisse. Les prix des denrées alimentaires ont également continué leur progression, augmentant de 2,1% en

décembre, après avoir crû de 1,8% en novembre et 1,1% en octobre. La hausse des prix dans le secteur des services stagne quant à elle à 1,8%, même résultat qu'en novembre. S u r

un mois, les prix ont augmenté de 0,5% en décembre, après avoir reculé de 0,8% en novembre. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), utilisé comme référence

par la Banque centrale européenne (BCE), affiche également une hausse de 1,5% sur un an. Sur l'année 2019, le taux moyen d'inflation a atteint 1,4% par rapport à 2018, selon Destatis. A. O./APS

Chili

L'économie se contracte de 3,3 % en novembre

L'ÉCONOMIE chilienne s'est contractée en novembre de 3,3% par rapport à la même période l'an dernier, en raison de la crise sociale qui secoue le pays depuis plus de deux mois, a annoncé la Banque centrale (BC). L'institution monétaire a indiqué que l'Indice mensuel d'activité économique (Imacec) – qui anticipe le calcul du Produit intérieur brut (PIB) – a enregistré pour le mois de novembre une baisse de 3,3% par rapport à la même période en 2018. Elle s'ajoute à la baisse de 3,4% déjà enregistrée en octobre, mois au cours duquel a éclaté la pire crise sociale dans le pays depuis le retour de la démocratie en 1990. Une hausse du prix du ticket de métro à Santiago a été le détonateur de cette fronde sociale inédite contre le gouvernement du président conservateur Sebastian Piñera. Malgré la suspension de la mesure, le mouvement s'est amplifié, nourri par le ressentiment face aux inégalités sociales. Les chiffres de novembre sont toutefois en deçà des prévisions du marché qui avait anticipé une baisse de 4%. En novembre, l'indice Imacec minier a chuté de 5,1%, tandis que l'Imacec non minier a baissé de 3,1% «affecté par la performance des activités de service et commerciales». Parmi les secteurs les plus touchés figurent notamment le transport, la restauration et l'hôtellerie. L'augmentation de l'activité dans le bâtiment et l'industrie manufacturière a toutefois compensé partiellement ces baisses. La Banque centrale chilienne a par ailleurs revu sa prévision de croissance pour 2019 à 1% du PIB, contre 2,25 à 2,75% auparavant. Pour 2020, la prévision de croissance oscille entre 0,5 et 1,5%. R. E.

Naâma

800 millions DA pour renforcer les capacités de stockage des ressources hydriques



Par Nassima A.

Ces projets dont le démarrage est prévu prochainement prévoient la réalisation

de réservoirs d'une capacité de stockage qui varie entre 1 500 à 2 000 mètres cubes qui seront raccordés à de nouvelles canalisations d'eau, pour augmenter le débit des stations de pompage

dans certaines régions de la wilaya, ce qui permettra d'approvisionner les populations des différentes communes en eau potable sans interruption, a-t-on indiqué de même source. Selon

■ Une enveloppe de 800 millions DA a été allouée pour la réalisation d'infrastructures devant augmenter les capacités de stockage des ressources hydriques avec comme objectif l'amélioration de l'alimentation en eau potable dans plusieurs régions de la wilaya de Naâma, a-t-on appris de la direction des ressources en eau de la wilaya.

la même source, il est prévu également la réalisation de 12 nouveaux forages d'eau. Toutes les mesures techniques et administratives ont été prises pour l'entame des travaux visant à augmenter les capacités de stockage, lesquelles sont destinées à l'alimentation des populations en eau potable particulièrement dans les grandes villes (Méchéria, Naama et Aïn Sefra), qui connaissent une augmenta-

tion démographique suite aux opérations de relogement des familles et de construction de nouvelles cités d'habitation. Entre autres opérations prévues, la pose de canalisations des eaux usées à l'extérieur de groupements d'habitat dont le village touristique et la station thermale de Aïn Ouarka (commune de Asla) et la réactivation de projets à l'arrêt, portant sur la réalisation de canalisation de drainage de eaux usées de la ville d'Aïn Sefra et son transfert vers la station de traitement des eaux usées, en plus de l'équipement de six forages et la réhabilitation de la station de traitement et d'épuration des eaux (Step). Pour rappel, le secteur des ressources en eau dans la wilaya a connu récemment la réception de plusieurs opérations dont celle de rénovation de 29 kilomètres du réseau d'eau potable dans la commune de Méchéria, de même que 6 forages d'eau au niveau des communes de Aïn Benkhelil, Belghrad, Harchaïa, El Biodh, Benmaamar et Mikalis.

N. A./APS

Oran

Vers la distribution de plus de 23 000 logements AADL et sociaux locatifs en 2020

Plus de 23 000 logements en location/vente (AADL) et sociaux locatifs (LPL) seront distribués durant l'année 2020, a annoncé le wali d'Oran, Abdelkader Djelaoui. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection aux deux nouveaux pôles urbains d'Oued Tielat et Ahmed Zabana de Misserghine, le wali a annoncé la distribution durant cette année 2020 de plus de 23 000 logements dont 12 000 logements de type AADL et plus de 11 000 logements sociaux par points. Le même responsable a souligné que la wilaya d'Oran a bénéficié d'un ambitieux programme de 50

000 logements de différentes formules, dont 24 000 logements sociaux locatifs, 22 000 en formule de location/vente et 4 000 logements promotionnels aidés (LPA). Le wali d'Oran a souligné qu'une nouvelle formule sera proposée au gouvernement dans le domaine de la mise en œuvre du programme d'habitat. La proposition consistera en la sélection d'un promoteur du projet qui entreprendra la réalisation des logements, des équipements publics et l'aménagement urbain afin d'éviter un retard dans la livraison des programmes dans les délais impartis. M. Djelaoui a souligné la nécessité d'intégrer la

réalisation des marchés de proximité, des services et des établissements scolaires pour les trois paliers ainsi que les sièges de la sûreté urbaine ou de la Gendarmerie nationale aux nouveaux pôles urbains qui seront livrés. Lors de sa visite d'inspection au nouveau pôle urbain d'Oued Tielat où il est prévu la distribution de 8 700 logements publics locatifs relevant de l'OPGI, le wali d'Oran a insisté sur la réalisation rapide des travaux d'aménagements extérieurs, notamment les raccordements aux différents réseaux d'assainissement, du gaz de ville et de l'électricité.

Samy Y.

Sidi Bel-Abbès

Raccordement de 20 agglomérations secondaires au réseau de gaz naturel

Pas moins de 20 agglomérations secondaires de Sidi Bel-Abbès ont été raccordées au réseau de gaz naturel, dans le cadre d'un programme dont a bénéficié la wilaya dans les dernières années pour approvisionner les zones d'habitats secondaires de cette source d'énergie, a-t-on appris de la directrice locale de l'énergie, Farida Benslama. Il a été procédé, durant l'année 2019, au raccordement de 20 agglomérations secondaires au réseau de gaz naturel au niveau

de plusieurs villages et groupements d'habitat de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, qui ont été recensés ces dernières années, indiquant que le programme se poursuivra pour parachever le raccordement de l'ensemble des groupements d'habitat secondaires, à l'exception des lieux qui ne remplissent pas les conditions requises. Le raccordement au réseau de gaz naturel au niveau des 52 communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a atteint un taux de cent pour cent, alors qu'il

est de 65 pour cent au niveau des agglomérations secondaires, a fait savoir la même responsable. En ce qui concerne le raccordement au réseau d'électricité, la directrice de l'énergie a signalé que le taux a atteint 99 pour cent au niveau de la wilaya, en attendant le déblocage d'une enveloppe financière supplémentaire pour parachever le reste dans certaines zones rurales. S'agissant des énergies renouvelables, la même responsable a révélé que 74 écoles ont été rac-

cordées durant les deux dernières années en énergie solaire, dans un souci de rationalisation des dépenses et de généralisation de l'utilisation des énergies propres au niveau des établissements éducatifs. En matière d'approvisionnement en produits pétroliers, M^{me} Benslama a déclaré que le centre régional de Natfal, en cours de réalisation, permet une fois son entrée en service, de couvrir les besoins de la région Ouest en la matière.

N. T.

Cnac Tiaret

Création de 60 micro-entreprises en 2019

Quelque 60 micro-entreprises ont été créées en 2019 dans la wilaya de Tiaret au titre du dispositif de la Caisse nationale d'assurance chômage, a-t-on appris du directeur de l'agence locale de la Cnac, Boufatah Sebka. Sur un total de 217 dossiers déposés l'année dernière auprès de l'agence, 190

dossiers ont été avalisés par la commission de sélection et 60 ont été financés par les banques. Quelque 44 dossiers ont concerné le secteur de l'agriculture, 12 celui des services et 4 le secteur industriel. Ces micro-entreprises ont généré 143 emplois. Après la levée du gel de certaines activités et la revue à la

hausse de l'âge du bénéficiaire à 55 ans, l'agence Cnac de Tiaret s'attèle à organiser des manifestations de sensibilisation dont des portes ouvertes, des journées d'information pour attirer un grand nombre de porteurs de projets de la tranche d'âge 30-55 ans pour les orienter à créer des micro-entreprises en vue de sou-

tenir le développement local. Depuis 2015, quelque 4 187 micro-entreprises ont été créées dans la wilaya de Tiaret, générant 9 927 emplois dont 323 micro-entreprises versées dans l'agriculture eu égard à la vocation de la wilaya.

APS

M'sila 1,1 milliard de dinars pour l'équipement des communes

UNE ENVELOPPE financière de l'ordre de 1,1 milliard de dinars sera mobilisée au titre de l'exercice 2019/2020 pour l'équipement de plusieurs communes de M'sila, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le projet en phase d'attribution concerne des équipements ayant trait au transport, à la salubrité, à l'environnement et aux travaux publics, a-t-on précisé, détaillant que l'enveloppe est puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. Ciblant l'ensemble des communes de la wilaya, les grandes agglomérations en particulier, le projet vise à combler le déficit en matière d'équipements, notamment dans le domaine de la salubrité publique, ainsi que le renforcement du parc des communes par des engins de travaux publics, ont expliqué les services de la wilaya. Par ailleurs, il a été procédé, au titre de l'année 2019, à l'acquisition de 10 ambulances et 40 bus exclusivement réservés au transport scolaire, a-t-on ajouté.

R. R.

Mauritanie

Tenue à Nouakchott de la conférence du Mauritanian Experience Diaspora

■ Les cadres mauritaniens de la diaspora se sont donnés rendez-vous à Nouakchott ce week-end pour la tenue des travaux de la 3^e édition de la conférence du Mauritanian Experience Diaspora, plus connue sous l'appellation de MED, sur le thème de «Mauritanie, économie, compétences».



Par Sabiha O.

Organisée par le Projet des compétences mauritaniennes à l'étranger, sous le patronage de la Banque Centrale de Mauritanie, et en partenariat avec d'autres acteurs nationaux, cette troisième édition a pour objet d'offrir une plateforme de discussions directes, à travers les médias, entre experts mauritaniens de la diaspora et leurs collègues à l'intérieur du pays sur différentes questions vitales, afin de faciliter les échanges d'expériences et de renforcer les expertises et capacités des spécialistes, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Le Projet vise à rendre disponible un cadre permanent de rencontres régulières entre les compétences mauritaniennes de la diaspora et celles de l'intérieur pour discuter de thèmes en rapport avec le développement et proposer des solutions appropriées. S'exprimant en cette occasion, le directeur

général de la promotion des investissements au ministère chargé de l'Investissement, Habiboullah Mohamed Ahmed, a mis l'accent sur les opportunités d'investissement que le

Mauritanie offre dans plusieurs secteurs de développement. Il a remercié, par la suite, les responsables du projet MED, pour leur initiative, tout comme il a souligné la pertinence du thème de

cette année, «Mauritanie, économie, compétences». Le directeur a enfin précisé que la conjugaison de la volonté et des compétences nationales à l'intérieur et à l'extérieur permettra de bâtir une base forte afin de réaliser un bond qualitatif de l'économie, dans les toutes prochaines années. A son tour, le coordinateur du groupe de travail du Projet, M. Chighali Jaavar, a indiqué que son groupe est heureux de mettre ses compétences et expériences au service du développement du pays. Il a réaffirmé l'importance des opportunités et avantages offerts par les nouvelles technologies dans tous les domaines, et a appelé à tirer profit des transformations numériques en cours. Les Mauritaniens à l'étranger et à l'intérieur sont unanimes sur la nécessité de rehausser, économiquement, le rang de la Mauritanie dans le monde. Notons que les cadres mauritaniens vivant à l'étranger sont

organisés au sein du Collectif des cadres mauritaniens expatriés (CCME). Le CCME est une association apolitique créée en 2006 à l'initiative de hauts cadres mauritaniens, fonctionnaires des institutions internationales, professeurs et chercheurs d'universités, experts de grands groupes financiers, industriels ou de médias internationaux à travers le monde, désireux de contribuer à la marche de la Mauritanie vers le progrès, et attachés à la défense et à la consolidation de l'unité nationale et de la cohésion sociale entre toutes les composantes de sa population. Le CCME a été reconnu formellement par récépissé N° 000239 du 25/11/2016, et a déjà quelques réalisations à son actif, tant en termes de réflexions thématiques sur certains de nos défis de développement, qu'en interventions ponctuelles à caractère social ou humanitaire.

S. O./RFI

Tunisie

Séance plénière, le 10 janvier, consacrée au vote de confiance au gouvernement Jemli

Le président de l'Assemblée tunisienne des représentants du peuple (ARP, Parlement), Rached Ghannouchi, a fait savoir que le choix de la journée du vendredi 10 janvier 2020 comme date pour la tenue de la plénière consacrée au vote de confiance au gouvernement, est motivé par la volonté de permettre aux groupes parlementaires de se concerter davantage et d'arriver à des consensus. Le rendez-vous du 10 janvier représente la date butoir pour la tenue d'une séance plénière au cours de laquelle l'Assemblée approuve ou non l'équipe gouvernementale proposée par le Chef du gouvernement désigné. A cet effet, l'article 142 du règlement intérieur de l'ARP stipule que le

bureau du Parlement fixe une date pour la plénière consacrée au vote de confiance au gouvernement et ce, dans un délai d'une semaine, à partir de la date de réunion dudit bureau. Selon Nesrine Laâmari, porte-parole de l'ARP, cette date est choisie par les groupes parlementaires d'Ennahdha et de Qalb tounes. Le bloc démocrate et le groupe du parti destourien libre (PDL) avaient proposé la date du 7 janvier, a-t-elle dit. Le président de la République tunisienne, Kais Saïed, avait remis jeudi soir, au palais de Carthage, au président de l'ARP, Rached Ghannouchi, le message contenant la liste des membres du nouveau gouvernement proposés au vote de confiance du Parlement. Habib Jemli a dévoilé,

jeudi, la composition de son gouvernement lors d'une conférence de presse tenue à Dar Dhiafa (Carthage). La nouvelle équipe gouvernementale se compose de 28 ministres et 14 secrétaires d'Etat dont 10 femmes (quatre ministres et six secrétaires d'Etat). La liste comporte d'anciens ministres, à l'instar de Fadhel Abdelkefi et Tarek Dhiab et le maintien de l'actuel ministre du Tourisme, René Trabelsi. Le vote de confiance est un vote unique sur l'ensemble des membres du gouvernement et la mission assignée à chaque membre. Pour obtenir la confiance de l'Assemblée, il est nécessaire d'obtenir l'approbation de la majorité absolue des membres.

Fella Y./APS

Cause sahraouie

Solidarité agissante et intensification de la sensibilisation en Europe

Le combat pour la cause sahraouie s'intensifie de plus en plus en Europe à l'instar des actions menées à travers le monde où la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ainsi que de ses richesses naturelles, ont relevé des militants sahraouis. Rencontrés en marge des travaux du Congrès du Front Polisario tenu récemment à Tifariti (territoires sahraouis libérés), des représentants de la diaspora sahraouie ont fait part de actions menées sans relâche pour la sensibilisation sur leur juste cause. Ces campagnes sont mises à profit pour dénoncer, avec le soutien des ONG, des partis politiques et des défenseurs des droits de l'homme à travers le monde, le pillage

des richesses naturelles au Sahara occidental ainsi que la poursuite de l'occupation marocaine face au blocage du processus de règlement onusien, notamment depuis la démission de Horst Kohler, Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, ont déclaré des militants. Des cadres du Front Polisario ont salué les différentes actions menées par les Sahraouis d'Europe, via une série de manifestations annuelles ou conjoncturelles, et à travers la préservation de l'identité culturelle (habit traditionnel) et l'identité du peuple sahraoui qui revendique son droit légitime à l'autodétermination). Le militant sahraoui pour les droits de l'Homme en Espagne, Mohamed Mahmoud Salem

Abdallah Reguibi, également chirurgien et interprète en Espagne, a loué la solidarité du peuple hôte avec des milliers de Sahraouis installés actuellement dans ce pays, en dépit de la position de son gouvernement qui soutient le Maroc. Ce représentant de la circonscription de Valence a fait savoir que parmi les actions engagées sous d'autres cieux, les Sahraouis en Espagne contribuent aux aides financières au profit de leurs compatriotes se trouvant dans les camps de réfugiés. La diaspora, a-t-il ajouté, prend part à toutes les activités liées à la cause du peuple sahraoui et la dénonciation des actions hostiles à son égard, qu'elles soient à caractère politique (manifesta-

tions, conférences) ou culturelles, et ce, avec le soutien de partis politiques en plus de mouvements solidaires avec la RASD. Formé en Russie, le chirurgien se rappelle aussi de son expérience dans la traduction de films et documentaires sur le Sahara occidental, de l'espagnol vers le russe, afin de faire connaître la cause sahraouie dans ce pays, où nombres de Russes expriment leurs soutien au combat du peuple sahraoui. De son côté, un membre de la représentation officielle du Front Polisario en Suède, Haddi El Kentawi, a loué le fait que même si ce pays ne comptait pas un grand nombre de Sahraouis, «plusieurs partis politiques, toutes tendances confondues, expriment leur soli-

darité avec le peuple sahraoui, renforçant ainsi les efforts de la société civile autour de la paix et de la justice». La diaspora sahraouie qui se trouve dans ce pays travaille en synergie avec toutes les franges de la société sahraouie qui se trouvent en Suède, selon El-Kentawi, à savoir, les universitaires, la jeunesse, les syndicats, les activistes des droits de l'homme et également la représentation féminine. «On attend juste la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) par le gouvernement suédois, sachant que le Parlement suédois avait appelé dans une recommandation en 2012, pour cette reconnaissance».

R. M.



Incendies en Australie

Après une journée catastrophique, évaluation des dégâts

■ Les autorités australiennes évaluaient hier les «dégâts considérables» provoqués par les feux de forêt, au lendemain d'une nouvelle journée particulièrement violente sur le front des incendies, marquée notamment par un 24^e décès.

Par Rosa C.

Des centaines de propriétés ont été détruites et un homme est mort alors qu'il essayait de sauver la maison d'un ami, samedi, au cours d'une des journées les plus pires depuis le début de la crise en septembre du fait de conditions propices aux incendies. En dépit de précipitations offrant en certains endroits un répit relatif hier, la situation demeurerait critique ailleurs, notamment en Nouvelle-Galles du Sud où 150 feux continuaient de brûler. «Nous sommes en territoire inconnu», a déclaré Gladys Berejiklian, la Première ministre de cet État qui a Sydney pour capitale. «Nous ne pouvons pas dire que nous avons déjà vécu ça. Ce n'est pas le cas», a-t-elle dit. Et de prévenir : «Plusieurs villages qui n'avaient jamais connu la menace des feux de forêt risquent d'être complètement

anéantis». L'état d'urgence a été décrété dans le Sud-Est de l'océan, qui est aussi sa zone de peuplement la plus dense, et ordre a été donné vendredi à plus de 100 000 personnes d'évacuer dans trois États. Face à la gravité de la crise une superficie équivalente à deux fois la Belgique est partie en fumée – le Premier ministre Scott Morrison a annoncé samedi la plus importante mobilisation militaire jamais réalisée, à savoir l'appel de 3 000 réservistes de l'armée pour prêter main forte aux pompiers volontaires exténués. Des navires de la marine et des hélicoptères de combat avaient déjà été mobilisés pour la plus grande évacuation lancée depuis la Seconde Guerre mondiale en Australie, à Mallacoota (État de Victoria), où 4 000 personnes s'étaient retrouvées coincées sur le front de mer, en raison d'incendies cernant la ville. Des milliers de personnes

ont été déplacées en Australie, dont Noreen Ralston-Birchaw, 75 ans, qui a perdu le jour de la Saint-Sylvestre sa maison de Mogo, à une centaine de kilomètres au sud-est de Canberra. «A l'heure où je vous parle, je ne souhaite pas retourner là-bas pour voir ma maison en cendres», a-t-elle confié à l'AFP. «Je ne veux pas reconstruire là-bas». M. Morrison a annoncé la création d'une Bushfire Recovery Agency, une agence qui devra pendant les deux prochaines années aider les sinistrés à se remettre sur pied. Le dévouement des pompiers, dont trois ont perdu la vie en combattant les flammes, a été salué dans tout le pays, et même au-delà. La reine Elizabeth II a envoyé hier un message de condoléances au gouverneur général d'Australie, son représentant dans le pays, dans lequel elle se dit «profondément attristée» par les incendies, et remercie les services d'urgence qui «mettent leur propre vie en danger» pour aider la population. Des personnalités se sont par ailleurs engagées ou ont recueilli



PH. A. D. R.

des millions de dollars pour soutenir les pompiers et les communautés touchées par les incendies. La chanteuse américaine Pink a tweeté samedi qu'elle faisait un don de 500 000 dollars américains. L'actrice australienne Nicole Kidman a fait cette même promesse de don. «Le soutien, les pensées et les prières de notre famille accompagnent tous ceux qui sont touchés par les incendies partout en Australie», a-t-elle écrit sur Instagram. Au lendemain de conditions météorologiques catastrophiques, hier a offert un

répit avec des températures moins élevées et des précipitations dans certaines zones des États de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud. Cela devrait permettre aux autorités de reprendre le contrôle de certains brasiers et d'évaluer plus précisément les dégâts dans certaines régions. Mais nombre de localités demeureraient sous la menace de feux hors contrôle, notamment autour de la ville d'Eden en Nouvelle-Galles du Sud.

R. C.



Commentaire

Frappes

Par Fouzia Mahmoudi

Bien avant son arrivée à la Maison-Blanche et alors que Donald Trump n'était qu'un simple milliardaire en 2015, il avait clairement fait savoir sa désapprobation avec la politique de l'administration Obama envers l'Iran. L'Accord sur le nucléaire iranien avait quant à lui fait l'objet d'interminables critiques et celui qui dirige aujourd'hui les États-Unis avait promis que s'il sortait vainqueur de l'élection présidentielle de 2016 il reviendrait sur cet accord qui avait pourtant été vu par une majorité comme une victoire de la diplomatie américaine. Aujourd'hui les relations entre Téhéran et Washington ne cessent de se détériorer alors que la discorde entre les deux nations connaît de nouveaux sommets depuis l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani à Bagdad par un drone US. Trump menace en effet désormais les Iraniens de les frapper. Les États-Unis ont sélectionné 52 sites en Iran et les frapperont si la République islamique attaque des intérêts américains. Téhéran dit douter du courage de Trump de mettre à exécution ses menaces. «S'ils attaquent encore, ce que je leur conseille fortement de ne pas faire, nous les frapperons plus fort qu'ils n'ont jamais été frappés auparavant !», a menacé Trump sur Twitter. Il ajoute que les USA les frapperont «très rapidement et très durement» si la République islamique attaque du personnel ou des sites américains. Certains de ces sites iraniens «sont de très haut niveau et très importants pour l'Iran et pour la culture iranienne», a souligné Trump sur Twitter. Il a souligné que le chiffre de 52 sites iraniens correspondait de manière symbolique au nombre des Américains qui avaient été retenus en otages pendant plus d'un an à partir de la fin de 1979 à l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Il a également assuré que les États-Unis avaient dépensé des milliards de dollars en équipement militaire, un investissement que le pays serait prêt à utiliser si l'Iran attaquait. L'Iran de son côté a promis de venger la mort du puissant général iranien Qassem Soleimani, tué vendredi par une frappe aérienne US en Irak. Hier, l'armée iranienne a dit «douter» que Trump ait le courage d'exécuter ses menaces. Le ministre iranien des Affaires étrangères a mis en garde le président américain. Donald Trump «menace encore de commettre de nouvelles violations [...] des normes impératives du droit international», écrit Mohammad Javad Zarif sur son compte Twitter. «Viser des sites culturels est un crime de guerre». Reste à savoir si les Iraniens continueront néanmoins à maintenir ce discours guerrier si les États-Unis décidaient réellement de lancer une attaque à grande échelle. Car les Iraniens même s'ils possèdent un arsenal militaire conséquent sont loin de pouvoir rivaliser avec la force de frappe américaine, après tout l'on se souvient encore à quelle vitesse l'armée de Saddam Hussein, dont la puissance était vantée et crainte, avait été laminée en 2002 en quelques semaines.

F. M.

Japon

Les autorités fustigent la fuite «injustifiable» de Carlos Ghosn

«Injustifiable» et criminelle : près d'un semaine après les faits, les autorités japonaises ont officiellement condamné hier la fuite de Carlos Ghosn au Liban, rejetant aussi ses accusations d'une justice japonaise «partiale» et bafouant les droits humains. L'ancien patron de Renault et Nissan est arrivé lundi dernier au Liban dans des circonstances encore troubles, alors qu'il avait l'interdiction formelle de quitter le Japon, où il était en liberté sous caution depuis fin avril 2019, dans l'attente de son procès pour malversations financières présumées. «Le système judiciaire pénal de notre pays dispose de procédures appropriées pour établir la vérité dans des affaires et il est administré correctement, tout en garantissant les droits humains fondamentaux. La fuite d'un accusé sous caution est injustifiable», a déclaré dans un communiqué la ministre japonaise de la Justice, Masako Mori. Les autorités japonaises n'ont aucune trace d'une sortie du territoire de Carlos Ghosn et il est donc soupçonné d'avoir utilisé «des moyens illégaux» pour quitter le pays, a-t-elle rappelé. «Il est extrêmement regrettable que nous soyons arrivés à cette situation», a encore déploré la ministre. Elle a par ailleurs confirmé l'annulation de la caution de Carlos Ghosn et l'émission d'une «notice rouge» d'Interpol pour demander son arrestation.

«Je ne suis plus l'otage d'un système judiciaire japonais partiel où prévaut la présomption de culpabilité, où la discrimination est généralisée et où les droits de l'Homme sont bafoués», avait lancé mardi Carlos Ghosn depuis le Liban. Le magnat de l'automobile déchu, ses proches et sa défense clament depuis le début son innocence sur toute la ligne et soutiennent qu'il a été victime d'un «complot» ourdi par Nissan pour le faire tomber, avec la complicité des autorités du pays. Lui et son entourage dénonçaient aussi les strictes conditions de sa liberté sous caution depuis fin avril 2019, après 130 jours passés en prison. Il avait notamment l'interdiction de parler à sa femme Carole, une «punition» qui visait uniquement à le démoraliser, selon sa défense. Des organisations de défense des droits humains comme Amnesty International critiquent également depuis des années le système judiciaire japonais, très déférent des systèmes occidentaux, basé selon eux sur la répétition des interrogatoires pour que l'accusé finisse par craquer. Le parquet de Tokyo, qui était chargé de l'enquête sur Carlos Ghosn, a lui aussi officiellement réagi hier pour la première fois à sa fuite au Liban, qu'il a qualifiée de «crime». Les enquêteurs japonais redoutaient un tel scénario et c'est pourquoi ils s'étaient opposés à sa libération sous

caution, ont-ils rappelé dans un communiqué. «L'accusé Ghosn avait d'abondantes ressources financières et de nombreux points de chute à l'étranger. Il était facile pour lui de fuir», selon le parquet. Le Franco-libano-brésilien de 65 ans avait une «influence significative» au Japon et dans le monde entier, et il y avait un «risque réaliste» qu'il détruise des preuves liées à son dossier, a ajouté le parquet. La justice japonaise est «équitable» et ne poursuit que des individus dont elle pense pouvoir démontrer la culpabilité «au-delà du doute raisonnable», d'où le taux de condamnation très élevé au Japon, a encore affirmé le parquet. En fuyant à l'étranger, Carlos Ghosn a par ailleurs brisé le «serment» qu'il avait fait de rester dans le pays pour se défendre lors de son procès, ont rappelé les enquêteurs. «Il voulait échapper à la punition de ses propres crimes. Il n'y a aucune raison de justifier cet acte», ont-ils tranché. Carlos Ghosn, dont une conférence de presse à Beyrouth la semaine prochaine est très attendue, est soupçonné de s'être envolé de l'aéroport international du Kansai, près d'Osaka (ouest du Japon) à bord d'un jet privé, puis d'en avoir pris un autre à Istanbul pour rejoindre aussitôt le Liban. Selon les autorités turques, deux étrangers l'ont assisté dans son itinéraire jusqu'à Istanbul.

Un film documentaire réunit le chaabi et l'andalou

Une rencontre entre Beihdja Rahal et Cheikh El Hasnaoui présentée au public

■ Les passionnés de musique andalouse et de chaabi se sont rencontrés samedi à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou autour d'une projection filmique qui met la lumière sur deux icônes de ces genres musicaux. Il s'agit de la projection d'un film documentaire présentant une rencontre entre la musicienne et interprète de la chanson andalouse, Beihdja Rahal, et le maître kabyle de la chanson chaabi, Cheikh El Hasnaoui.

Par Abia Selles

Le documentaire complet de la rencontre entre la musicienne et interprète de la chanson andalouse, Beihdja Rahal, et le maître de la chanson chaabi, Cheikh El Hasnaoui, le 29 mars 2001 à l'île de la Réunion, a été projeté samedi devant un public nombreux à la salle des spectacles de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou. Enregistré une année avant le décès du Cheikh (le 6 juillet 2002), ce film se veut un témoignage poignant sur un artiste de nostalgie et souvent incompris.

Diffusé dans son intégralité, ce film amateur, mal réalisé (avec l'image instable), où la voix du Cheikh est quasiment inaudible, noyée par les discussions des autres personnes présentes à cette rencontre, dévoile la grande nostalgie qu'avait le Cheikh pour son pays et pour sa région natale Tizi-Ouzou, lui qui une année avant sa mort, alors âgé de 91 ans et malade, rêvait de rentrer au «bled» pour y chanter.

«Lorsque j'irais mieux et que mon état de santé me le permette j'irais à Tizi-Ouzou et je vais y animer une grande fiesta», a-t-il répondu à Beihdja Rahal qui lui demandait s'il voulait bien chanter dans son pays. Sensible, il a ajouté : «Ici (à l'île de la Réunion), où je vis depuis 12 ans, je suis toujours un étranger»,

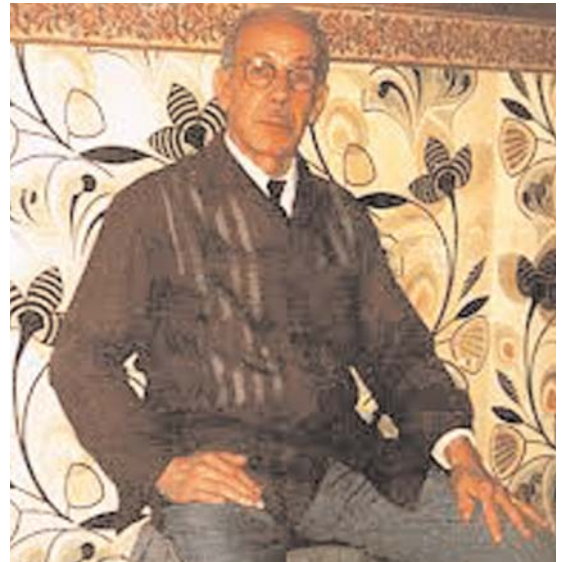


d'après le film. Lui qui avait vécu la plus grande partie de sa vie à l'étranger, n'a jamais réussi à se couper de son pays. Ce sentiment d'être toujours «un étranger» a poussé l'auteur de la célèbre chanson «La maison blanche» à l'errance d'une ville à l'autre (Paris, Nice, pour enfin se poser à l'île de la Réunion).

Sensible et spontané il a déploré, dans le film, l'incompréhension dont il était victime de la part d'autres artistes de sa génération en France. «On m'avait

tâché parce que je chantais dans des dansings», a-t-il dit avec amertume à Beihdja Rahal. Lui qui avait arrêté volontairement sa carrière en 1968, n'avait également pas oublié la réaction de ces mêmes artistes qui lui reprochaient d'avoir créé, en 1967, sa maison de disques. «Lorsque j'ai créé ma maison de disques on m'a dit : "Tu nous a laissés tomber"», selon ses dires dans le documentaire.

La diffusion de ce film entre dans le cadre d'une activité culturelle intitulée «Beihdja Rahal sur la trace de Cheikh El Hasnaoui»,



initiée par l'association culturelle Cheikh El Hasnaoui et la direction de la culture de Tizi-Ouzou. Dans la matinée, Beihdja Rahal s'est rendu à Taazibt, le village natal de Cheikh El Hasnaoui. L'après-midi a été consacrée à la diffusion du film de la rencontre entre les deux artistes.

La manifestation a été clôturée par l'interprétation d'œuvres de Cheikh El Hasnaoui, par le jeune chanteur chaabi Arezki Ouali, et un spectacle de chants de Beihdja Rahal. A propos de cet événement culturel, la direc-

trice locale de la culture, Nabila Goumeziene, a rendu hommage à Cheikh El Hasnaoui : «Un symbole et un repère pour les férus de chaabi et qui a consacré sa vie pour la culture et la chanson algériennes». Le public, nombreux lors de cet événement, a chaleureusement applaudi la prestation de Beihdja Rahal. Pour sa part, cette artiste de musique andalouse a exprimé son enthousiasme de chanter à Tizi Ouzou devant un public aussi nombreux.

A. S.

Palais de la culture Malek-Haddad à Constantine

Un vibrant hommage rendu à Cheikh Kaddour Darsouni

Une cérémonie a été organisée, samedi après-midi, au palais de la culture Malek-Haddad de Constantine, en l'honneur du Cheikh Kaddour Darsouni, icône du malouf constantinois.

Organisée à l'initiative de la direction locale de la culture, cette cérémonie à laquelle ont pris part les autorités locales, des amis et des élèves de l'artis-

te, se veut «une marque de reconnaissance envers ce maître qui a contribué à la sauvegarde et à la promotion de ce genre musical cher aux Constantinois», selon les organisateurs.

La cérémonie a été marquée par l'interprétation de chants malouf par des artistes de Constantine, Mila et Annaba, dont les artistes Kamel Bouda, Abbas Righi et Dib El Ayachi qui

ont improvisé un cocktail de chansons de Cheikh Darsouni qui n'a pas pu assister à la cérémonie en raison de son état de santé jugé «critique» par ses proches.

Une attestation de mérite et des cadeaux ont été également remis à Cheikh Darsouni, représenté par son frère.

Cheikh Kaddour Darsouni, de son vrai nom Mohamed

Darsouni, est né le 8 janvier 1927 à Constantine et figure parmi les piliers de la chanson malouf constantinoise au vu de ses contributions visant la préservation de ce genre musical considéré comme un patrimoine national.

Maître Darsouni avait obtenu en 1967 une médaille d'or au deuxième Festival de la musique arabo-andalouse, et a consacré

le plus clair de sa vie à l'enseignement de cette musique au sein du Conservatoire municipal, avant de créer en 1995 l'association des élèves du Conservatoire du malouf de Constantine.

Il est à rappeler que le palais de la culture Malek-Haddad accueille, depuis son ouverture, différents événements culturels mettant en valeur la richesse artistique de notre pays.

F. H.

Jenifer confirme une pause dans sa carrière

«Je vais prendre le temps»

La nouvelle était attendue, mais ne fera pas pour autant plaisir aux fans de la chanteuse. Dans un entretien accordé à Nikos Aliagas dans 50mn Inside sur TF1, samedi 4 janvier, la chanteuse Jenifer a confirmé qu'elle allait faire une pause dans sa carrière. Celle qui vient de conclure une année de tournée de 700 shows pour promouvoir son dernier album, «Nouvelle Page», a exposé les raisons qui la poussent à s'éloigner un temps des studios d'enregistrement et de la scène. «Je vais prendre le temps de

créer des chansons», a-t-elle expliqué. Et d'ajouter : «Pourquoi pas tourner aussi, ça m'a beaucoup plu de tourner. Au cinéma comme à la télé, peu importe. Mais en tout cas de relever ce défi, de me mettre en immersion totale dans la peau de quelqu'un d'autre. Ça me plaît bien aussi cette histoire».

L'artiste avait fait ses débuts devant la caméra dans «Les Francis», une comédie sortie en 2014, qui se déroulait sur son île, la Corse. Pour TF1, Jenifer avait également joué dans le téléfilm dramatique «Traqués»,

diffusé en 2018, ainsi qu'aux côtés de Mathilde Seigner dans «Le Temps est assassin», en 2019. Un feuilleton dans lequel l'interprétation de la jeune femme avait d'ailleurs été saluée. Alors oui, pourquoi pas se tourner un temps vers le jeu ? D'autant que la chanteuse pourrait jouer dans l'adaptation française de la série américaine dramatique à succès «This is Us». Il y a quelques mois, on apprendrait en effet que TF1, qui produira le feuilleton, avait Jenifer dans le viseur pour rejoindre le casting.

R. I.

AGEND'ART

Galerie Ifru Design (139, Boulevard Krim-Belkacem, Telemly, Alger)

Jusqu'au 11 janvier 2020 : Exposition «Point d'orgue» de l'artiste plasticienne Nedjoua Seraa.

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2020 : Exposition de peinture «Mon pays se raconte» de l'artiste Nour Kamel.



Meilleur joueur africain Orange 2019
Riyad Mahrez nominé

L'INTERNATIONAL algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a été élu meilleur joueur africain 2019 lors du sondage annuel organisé par le site spécialisé «Orange Football Club».

Le capitaine de la sélection algérienne, champion d'Afrique avec les Vert au Caire, a obtenu 93 % des voix devant l'international sénégalais de Liverpool Sadio Mané (5 %).

L'Egyptien Mohamed Salah, l'autre joueur de Liverpool, complète de podium (2 %). Près de 30 000 internautes ont

pris part au vote. D'autre part, le sélectionneur algérien Djamel Belmadi a été élu meilleur entraîneur africain de l'année 2019, devant dans l'ordre le Tunisien Mouine Chaâbani (ES Tunis) et le Sénégalais Aliou Cissé.

Le technicien algérien avait conduit la sélection algérienne à la consécration finale lors de la CAN 2019 disputée en Egypte en battant en finale le Sénégal (1-0).

Belmadi a obtenu 55 % des voix sur les 50 000 exprimées.

Arabie saoudite

Le portier Lagoun signe à Al Majzel

APRÈS avoir officialisé l'arrivée de Hocine El Orfi au sein de son effectif, la lanterne rouge de la deuxième division saoudienne, Al Majzel, a officialisé hier dans la soirée la signature de Housseine Lagoun.

Le portier algéro-suédois de 24 ans a décidé de quitter son pays natal la Suède et de rejoindre l'Arabie saoudite pour connaître une nouvelle aventure dans sa carrière professionnelle.

Le portier formé à Malmö, a porté les maillots de l'USM Alger et du RC Arbaa avant de revenir en Suède pour ensuite jouer en Bulgarie et en Arménie.

Lagoun va essayer d'aider son nouveau club à se maintenir et pourquoi ne pas se relancer une nouvelle fois, lui qui était annoncé comme l'un des futurs gardiens de l'EN d'ici quelques années.

16^e GP cycliste Didouche-Mourad

L'EN tunisienne et le CS Sfaxien au rendez-vous

LE 16^e Grand-Prix cycliste Didouche-Mourad se déroulera du 16 au 18 janvier à Constantine en présence de la Tunisie, a indiqué samedi la Fédération algérienne de la discipline (FAC). La Tunisie a confirmé sa participation avec deux représentants, à savoir sa sélection nationale et le Club Sportif

Sfaxien, qui seront donc en compétition avec les différents clubs algériens engagés. Ce Grand-Prix se déroulera en trois étapes, dont la première sera une boucle de 81 kilomètres à Didouche-Mourad Ville. Elle sera suivie des autres étapes, prévues sur respectivement 128 et 107 kilomètres.

Aviron

La sélection se prépare à la base nautique de Beni Haroun

LA SÉLECTION algérienne d'aviron a entamé samedi un stage bloqué jusqu'au 17 janvier en cours, à la base nautique du barrage de Beni Haroun dans la région Anouche Ali, dans la commune de Grarem Gouga (Mila).

Selon le directeur du stage Bilal Mahrez, six athlètes (3 garçons et 3 filles), dont Sid Ali Boudina et Kamel Ait Daoud qualifiés pour les Jeux olympiques 2020 de Tokyo (Japon) et deux entraîneurs, participent à ce stage de 15 jours.

Des préparations physiques en salle, des exercices d'aviron sur 18-20 km et des courses en montage figurent au programme du stage qui constitue le 2^e de la saison et s'inscrit dans le cadre de la préparation pour les prochaines compétitions d'avi-

ron et de canoë kayak dont le championnat national interclubs d'aviron à Annaba. Il s'agit également de la préparation des championnats arabe et africain d'aviron qui seront organisés en Algérie en septembre prochain, selon la même source qui a indiqué que les deux compétitions devraient avoir lieu à Tipaza et Mila.

La wilaya de Mila dispose de tous les moyens pour abriter des compétitions arabes et continentales en aviron, a estimé Bilal Mahrez, assurant que la Fédération algérienne d'aviron et canoë kayak est disposée à organiser ces manifestations à Mila s'il y a une prise en charge par les autorités locales en matière d'hébergement, de restauration et de transport.

Handball / Excellence dames (mise à jour)

Le HHB Saïda bat l'ASF Constantine

LE HHB Saïda s'est imposé devant l'ASF Constantine (26-18) en match comptant pour la mise à jour du calendrier du Championnat national de handball, Excellence dames (Gr. B), disputé samedi. Le HHB Saïda

qui enregistre sa première victoire de la saison, jouera son dernier match en retard face au CS Mouloudi-Mammeri, le 1^{er} février, a indiqué la Fédération algérienne de handball.

Coupe arabe (1/4 de finale-Aller)/
MCA 1- Raja Casablanca 2

Le «Doyen» se fait surprendre

■ Le MC Alger a été surpris à domicile par le Raja Casablanca qui l'a battu sur le score de (1-2), samedi soir au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en quart de finale aller de la Coupe arabe des clubs de football.



Par Mahfoud M.

Les Mouloudéens se sont fait plier

Le Doyen visait pourtant un succès pour jouer le match retour dans quelques jours à Casablanca avec plus de tranquillité. Il faut savoir que ce sont les Mouloudéens qui ont scoré en premier, grâce à l'attaquant Samy Frioui à la 28^e minute de jeu, avant que les Marocains ne renversent la vapeur au retour des vestiaires sur penalty accordé avec l'aide de la VAR et transformé par Mohsine Moutouali (58^e), et Ben Malango (82^e). La VAR (Assistance vidéo à l'arbitrage) a volé la vedette aux 22 acteurs puisque, pour sa première utilisation dans la compétition, l'arbitre de la rencontre a encore recouru à la technologie pour exclure le milieu de terrain du MCA, Chamseddine Harrag (57^e).

Ce dernier a encore fait des siennes et laissé ses coéquipiers à dix avec cette expulsion qui a été le tournant du match, étant donné que les Marocains ont su comment gérer le reste de la partie. Cette défaite compromet sérieusement les chances de qualification du MCA en demi-finale avant la manche retour prévue le 9 février au Complexe Mohamed-V de Casablanca (20h00). Les coéquipiers du capitaine Bendebka auront fort à faire lors de cette deuxième manche, car ils doivent se donner à fond s'ils souhaitent renverser la vapeur et décrocher le billet qualificatif pour les demi-finales. Le coach du «Doyen», Mohamed Mekhazni, a avoué que le VAR a complètement déstabilisé ses poulains qui ne savaient pas comment se comporter avec cette nouvelle tech-

nologie qui ne rate rien. «On a marqué au bon moment et on pouvait prétendre à un meilleur résultat lors de ce match mais le VAR a tout chamboulé, sachant que mes joueurs ne sont pas habitués à ce genre de technologie qui est appliquée dans cette compétition. Il était difficile de tenir tête à une équipe comme le Raja avec seulement dix joueurs», a avoué Mekhazni qui souhaite faire changer les choses lors de la manche retour. **M. M.**

Résultats partiels :

MC Alger - Raja Casablanca 1-2
Al-Shabab (Arabie saoudite) - Police Club (Irak) 6-0
Ittihad Alexandrie (Egypte) - Al-Ismaïly (Egypte) 0-1
Mercredi 15 janvier :
Al-Ittihad (Arabie saoudite) - OC Safi (Maroc).

Coupe d'Algérie de football (16^e de finale)
Les favoris passent

La hiérarchie a été respectée lors des neuf premiers matchs des 16^e de finale de la Coupe d'Algérie de football, disputés jeudi et samedi, avec la qualification de l'ensemble des clubs «huppés». L'ES Guelma, sociétaire de la division Inter-Régions, est le seul club à avoir dérogé à la règle, après avoir profité de l'avantage du terrain et du soutien du public pour sortir une équipe de palier supérieur, en l'occurrence le MSP Batna, qui évolue en division Amateur (2-1). En revanche, pour les autres «ténors», tout s'est bien passé, à commencer par l'USM Bel-Abbès, le CR Belouizdad et l'ES Sétif, qui sont allés ramener leur qualification de l'extérieur, respectivement de chez le SC Mecheria (2-0), l'Olympique Médéa (1-0) et l'AB Cheikhoum

Laid (5-1). Pour leur part, l'ASO Chlef, l'USM Annaba, le MC Oran et le CA Bordj Bou Arreridj avaient la chance de recevoir sur leurs propres terrains et sont parvenus à se qualifier en dominant respectivement l'IRB Boumedfaâ (2-1/a.p.), le CR Village Moussa (2-0), l'ARB Ghriss (3-1) et l'AS Khroub (1-0). De son côté, l'Amel Boussaâda, sociétaire de la Ligue 2, a dominé le CR Zaouia (Inter-Régions) sur le score de deux buts à zéro, et a rejoint les huit autres formations qualifiées pour le prochain tour. Ces 16^e de finale se poursuivront les 5, 23 et 29 janvier, avec le déroulement de cinq des sept matchs restants. Le bal s'ouvrira dimanche avec les matchs CSA Marsa (Régionale 2) - US Biskra (L1), RC Arbaâ (L2) - NA Hussein-Dey (L1) et CS

Constantine (L1) - JS Saoura (L1). Les débats se poursuivront avec le duel WA Boufarik (Ama.) - MC Alger (L1), prévu le 23 janvier, avant de laisser place au match Paradou AC (L1) - MCB El Bayadh (IR), qui a été programmé le 29 du même mois. Pour ce qui est des deux derniers 16^e de finale, ils se dérouleront le 4 février prochain, après que les deux derniers qualifiés des 32^e de finale seront connus. Ce sera le cas à partir de dimanche, après le déroulement d'AS Aïn M'illa (L1) - JS Kabylie (L1) et USM Alger (L1) - USM Khenchela (Ama.). Le vainqueur du match ASAM - JSK se déplacera chez le CRB Adrar (IR), alors que le club qualifié à l'issue de la rencontre USMA - USMK ira à Oran pour y défier l'ASMO.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Opération de l'ANP

Deux terroristes abattus à Tipasa

DEUX terroristes ont été abattus et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un fusil à lunette et une quantité de munitions saisis dimanche à Tipasa par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et lors d'une opération de ratissage et de fouille dans la forêt de Taghzout Ahcen, commune de Messelmoune, wilaya de Tipaza/1^{er} RM, un détachement de l'ANP a abattu, ce matin 05 janvier 2020, deux terroristes et saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un fusil à lunette et une quantité de munitions», précise la même source. Vingt-quatre casemates pour terroristes et 21 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites samedi à Skikda et à Tipasa par deux détachements de l'Armée nationale populaire, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale.

le. «Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, grâce à l'exploitation de renseignements et suite à l'opération de fouille et de ratissage dans la localité d'Oued D'khal, commune de Oued Z'hour, wilaya de Skikda, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 4 janvier 2020, vingt casemates pour terroristes, 2 bombes de confection artisanale, 250 kilogrammes d'ammunition ainsi que des denrées alimentaires, des effets vestimentaires et de couchage, et divers objets», précise le communiqué. Dans le même contexte, un autre détachement de l'ANP «a découvert et détruit, lors d'une opération de ratissage et de fouille dans la forêt de Taghzout Ahcen, commune de Messelmoune, wilaya de Tipaza, quatre casemates pour terroristes, une bombe de confection artisanale, des denrées alimentaires et d'autres objets», ajoute la même source.

L. O.

Asphyxie au monoxyde de carbone

4 décès à Mila et Laghouat en 24 heures

QUATRE personnes ont trouvé la mort suite à l'inhalation du monoxyde de carbone dans les wilayas de Mila et de Laghouat durant les dernières 24 heures, indique dimanche un communiqué de la Protection civile.

La wilaya de Mila a enregistré le décès de trois personnes intoxiquées par ce gaz, suite à l'utilisation d'un chauffe-bain à l'intérieur de leur domicile sis au lieu-dit Djamaa Khadher, commune et daïra de Chelghoum El Aid, alors qu'à Laghouat on déplore le décès d'une personne suite à l'utilisation d'un chauffage à l'intérieur de son domicile sis au lieu-dit Cité El Bader, commune de Ain Sidi Ali daïra de Galtat Sidi Saad.

En outre, des soins de première urgence ont été administrés à 40 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains, à l'intérieur de plusieurs habitations et maisons à travers les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Oum El-Bouaghi, Annaba, Boumerdès, Sidi Bel-Abbès, Ghardaïa, Tébessa et Sétif. Les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les secteurs sanitaire par les secours de la Protection civile. Les caractéristiques du monoxyde de carbone font de lui «un poison redoutablement discret, qui agit le plus souvent dans les

habitations, principalement en hiver», selon la Protection civile, ajoutant que la baisse des températures «augmente les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, ces drames sont souvent dus à des erreurs de prévention en matière de sécurité, l'absence de ventilation, le mauvais montage, un défaut d'entretien et l'utilisation de certains appareils qui ne sont pas destinés au chauffage».

La Protection civile, pour qui «la prévention joue un rôle majeur dans la stratégie qu'elle mène pour réduire les risques liés à ce type d'accidents domestiques», appelle les citoyens à respecter les consignes de sécurité obligatoires afin de préserver leurs vies.

Elle conseille les citoyens à «ne pas boucher les prises d'air dans les pièces, à penser toujours à ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage (au moins 10 minutes par jour), à ne pas laisser un moteur de voiture en route dans un garage fermé, à entretenir et régler régulièrement les appareils par un professionnel et à appeler le numéro d'urgence de la Protection civile le 14 et le numéro vert 1021 en précisant l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace».

K. L.

USA -Iran : C'est L'embrassement au moyen orient



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/Le tarif est fixé à 30 DA

Le premier tronçon du téléphérique lancé à l'occasion de Yennayer

■ La décision de mettre en service le tronçon gare de Bouhinoune-M'douha (face au siège de la wilaya) a été prise et cela interviendra dans le cadre des festivités de la célébration de l'An amazigh 2970.

Par Hamid M.

Le téléphérique de Tizi Ouzou sera mis en service à l'occasion de la célébration du nouvel An amazigh, a annoncé hier le directeur local des transports, Samir Nait Youssef. Intervenant sur les ondes de la radio locale, il a indiqué que la décision de mettre en service le tronçon gare de Bouhinoune-M'douha (face au siège de la wilaya) a été prise et cela interviendra dans le cadre des festivités de la célébration de l'An amazigh 2970. Il a précisé que le tarif de ce moyen de transport sera de l'ordre de 30 dinars en expliquant que le téléphérique de la ville de Tizi Ouzou a plus la vocation de transport urbain que touristique. Il sera fonctionnel de 6h du matin jusqu'à 19h pour la période hivernale avec une capacité de transporter jusqu'à 24 000 voyageurs par jour avec plusieurs navettes. Le trajet Bouhinoune-M'douha sera effectué en 11 minutes, selon le directeur des transports de Tizi Ouzou. S'agissant du second tronçon devant relier la gare de Medouha au mausolée de Redjaoua sur les hauteurs de la capitale du Djurdjura, le même responsable a assuré

quant à la disponibilité des moyens financiers pour sa réalisation. Il sera question d'implanter six pylônes en plus des quatre déjà réalisés tout au long du tronçon en plus de deux gares. Nait Youssef n'a pas manqué de faire part de la persistance des oppositions de riverains au niveau du lotissement Hammoutène pour la concrétisa-

tion de ce second tronçon tout en exprimant le souhait de le réceptionner durant l'année 2021. Dans le même sillage, il a souligné que le dossier d'expropriation des propriétaires des terres traversées par les ouvrages du téléphérique est fin prêt.

H. M.

Oran

Perturbation en eau potable dans plusieurs communes

UNE PERTURBATION dans l'alimentation en eau potable sera enregistrée dimanche dans plusieurs communes et localités de la wilaya d'Oran en raison de la défection de la conduite de transfert de Tafna située à Misserghine, a-t-on appris de la Société d'eau et d'assainissement (SEOR). Dans un communiqué, la SEOR indique qu'une importante panne s'est produite samedi au niveau de la conduite de transfert d'eau de Tafna, d'un diamètre de 1 600 millimètres, au niveau de la commune de Misserghine située à l'ouest d'Oran, provoquant une perturbation dans la distribution de

l'eau potable au niveau de plusieurs communes et localités de la wilaya. Il s'agit, entre autres, de communes de la daïra d'Ain El Turck, d'Ain El Kerma (daïra de Boutlélis), de la partie basse de la localité d'Ain El Beida (commune d'Es Sénia) et de plusieurs quartiers de la commune d'Oran (Mohieddine, Ellouz, Kouchet El Djir, Ard Ghazel, Bouamama et cités des 1 330 logements AADL et 2 800 AADL). L'équipe technique de la SEOR a entamé samedi les travaux de réparation afin de rétablir la distribution de l'eau dans les «brefs délais», selon la même source.

M. O.